

ACTION URGENTE

À BAKOU, LES LGBTI SONT VICTIMES D'UNE VAGUE DE RAIDS ET D'ARRESTATIONS

Le 22 septembre, la police azerbaïdjanaise a effectué de nombreux raids visant des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexués (LGBTI) à Bakou, arrêtant plus de 100 personnes. Si certaines ont été libérées, au moins 48 ont été placées en détention administrative pour des périodes de 10 à 20 jours, soi-disant pour avoir résisté aux ordres de la police. Les personnes détenues n'ont pas pu consulter l'avocat de leur choix et certaines affirment avoir subi des mauvais traitements aux mains de la police.

Plus de 100 LGBTI ont été arrêtés par la police dans des lieux publics et placés en détention le 22 septembre. Si certains ont été libérés, au moins 48 – dont l'identité est connue d'Amnesty International – ont été condamnés à des peines allant de 10 à 20 jours de détention administrative. Ils ont été accusés d'avoir résisté aux ordres légitimes de la police et déclarés coupables sur la base des allégations de la police, sans aucune autre preuve. Lors d'audiences sommaires, les détenus ont été privés des garanties d'équité, et se sont vus refuser la possibilité de consulter l'avocat de leur choix et attribuer des avocats commis d'office. Ils affirment avoir été frappés par la police et avoir subi d'autres mauvais traitements pendant leur garde à vue.

Les médias internationaux ont cité un porte-parole du ministère azerbaïdjanais de l'Intérieur qui justifie les descentes de police en affirmant qu'elles ont été lancées en réponse à de multiples plaintes déposées par les habitants du secteur, aux dires desquels les LGBTI « manquaient de respect aux autres autour d'eux ». Ce porte-parole a déclaré que la police n'avait arrêté que les LGBTI qui n'ont pas cherché à dissimuler leur orientation sexuelle ou leur identité de genre en public, ajoutant que nombre des personnes arrêtées sont séropositives au VIH et ont d'autres infections sexuellement transmissibles, ce qui pose un risque pour la santé des gens autour d'eux. Ces raids visant semble-t-il exclusivement les LGBTI constituent une manœuvre délibérée des autorités pour intimider les LGBTI en Azerbaïdjan.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en azéri, en anglais, en russe ou dans votre propre langue :

- demandez aux autorités azerbaïdjanaises de libérer immédiatement tous les LGBTI arrêtés au cours des descentes de police effectuées le 22 septembre ;
- priez-les instamment de respecter, protéger et réaliser les droits de tous les citoyens en Azerbaïdjan, indépendamment de leur orientation sexuelle et de leur identité de genre, et de cesser de prendre pour cibles les LGBTI par l'intermédiaire de politiques et pratiques discriminatoires.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 9 NOVEMBRE 2017 À :

Président Ilham Aliiev
Office of the President of Azerbaijan
19 Istiqlaliyyat Street
Baku AZ1066, Azerbaijan
Fax : +994 12 492 0625
Courriel : office@pa.gov.az
Formule d'appel : Dear President, /
Monsieur le Président,

Ministre Ramil Usubov
Ministre de l'Intérieur
7 Azerbaijan Avenue
Baku AZ1005, Azerbaijan
Tél. : +994 12 590 9222
Courriel : info@mia.gov.az
Formule d'appel : Dear Minister, /
Monsieur le Ministre,

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Azerbaïdjan dans votre pays (adresses à insérer) :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

AMNESTY
INTERNATIONAL



ACTION URGENTE

À BAKOU, LES LGBTI SONT VICTIMES D'UNE VAGUE DE RAIDS ET D'ARRESTATIONS

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Les relations sexuelles entre hommes adultes consentants ont été dépénalisées en Azerbaïdjan en 2000. Cependant, les attitudes fortement négatives à l'égard des LGBTI sont courantes dans le pays. En raison de la répression générale visant la société civile et de l'homophobie et de la transphobie sociétales, il n'y a pas de mouvement visible de défense des LGBTI en Azerbaïdjan.

Amnesty International a recueilli des informations faisant état d'un nombre croissant de cas dans lesquels des défenseurs des droits humains et des militants ont été harcelés, intimidés et persécutés par les autorités azerbaïdjanaises ces dernières années. La vague d'arrestations et les différentes manœuvres de harcèlement dont sont victimes les défenseurs des droits humains et d'autres militants de la société civile, souvent en raison de leurs activités professionnelles, ont eu pour conséquence de paralyser la société civile en Azerbaïdjan.

Noms : LGBTI en Azerbaïdjan
Hommes et femmes

AU 223/17, EUR 55/7176/2017, 28 septembre 2017